

L'influence des vivres sur l'issue de la guerre

A mesure que les hostilités se prolongent, il semble de plus en plus évident que les vivres auront sur l'issue de la guerre autant d'influence que les armements. Aussi les belligérants se préoccupent-ils d'intensifier la production alimentaire, note le dernier bulletin mensuel de la *Banque Canadienne Nationale*.

Au Canada, la situation de l'agriculture et de l'élevage s'est sensiblement améliorée l'année dernière. Bien que la moisson de blé ait été moitié moindre qu'en 1940, les cultivateurs des provinces de la Prairie ont vu augmenter leurs revenus, non seulement à cause des subventions de l'Etat, mais surtout en conséquence de la hausse de la plupart des denrées. Depuis le début du conflit jusqu'à la fin de l'année dernière, l'indice général des prix agricoles s'est relevé de 27% et celui des produits animaux, de 35%. Cela tient à la fois au développement de nos exportations vers le Royaume-Uni et à l'accroissement de la consommation du marché intérieur, stimulée par la progression du pouvoir d'achat du public. Les effets conjugués de cette double cause se feront sentir encore plus vivement cette année, de sorte qu'il n'est pas douteux que la tendance à la hausse se maintiendra.

La saison qui commence présente donc des perspectives favorables. La plupart des produits du sol, de l'élevage et de l'industrie laitière trouveront cette année de larges débouchés. D'autant plus que les pouvoirs publics s'efforcent de secondar l'effort de l'économie rurale, notamment en ce qui concerne la production des viandes de boucherie dont la demande est sans cesse croissante. Le Gouvernement stimule l'élevage du bétail dans l'est du pays en prenant à son compte les frais de transport des grains de provende venant de l'ouest. Sur la recommandation d'une commission économique mixte, composée de délégués du Canada et des Etats-Unis, Ottawa et Washington ont élaboré de concert un plan général de production agricole en conformité des exigences de la guerre. Selon ce plan, le Canada est appelé à réduire quelque peu ses emblavures afin d'étendre ses cultures d'avoine, d'orge et de lin, alors que les Etats-Unis sont requis d'augmenter leurs ensemencements de graines oléagineuses. Le premier rapport agricole (8 mai) de l'Office national de la statistique indique que, dans la grande région du blé, plus de 550,000 acres seront affectées cette année à d'autres céréales. Le Gouvernement encouragera tout particulièrement l'élevage du mouton. Jusqu'ici, nous importions d'Australie les trois quarts de nos approvisionnements de laine. Les communications avec ce pays étant devenues difficiles, Ottawa a constitué le *Canadian Wool Board*, qui achètera toute la production de laine canadienne à des prix rémunérateurs.

Il est vrai que nombre de cultivateurs, surtout dans les régions où se trouvent des centres industriels, éprouvent des difficultés à se procurer l'aide nécessaire. Depuis le début de la guerre, plusieurs se tirent d'affaire en recourant davantage à la machine. Aussi les ventes de matériel agricole accusent-elles depuis deux ans une augmentation considérable. Il est à craindre, cependant, que la main-d'œuvre agricole ne se raréfie davantage cette année, et que l'offre de machines aratoires ne soit restreinte. En vue de parer à ces éventualités, le Gouvernement a mis l'agriculture sur le pied de guerre en interdisant aux ouvriers de ferme de changer d'emploi, sauf pour s'enrôler dans l'armée ou pour s'embaucher dans une industrie essentielle, d'un caractère saisonnier. D'autre part, aux termes d'une entente conclue entre le Canada et les Etats-Unis, on facilitera la circulation des ouvriers agricoles et du matériel à la frontière en suspendant, dans les deux pays, les restrictions douanières et en modifiant la réglementation des conditions de travail.